

L'ÉLECTION FÉDÉRALE DE 2000 : QU'EST-IL DONC ARRIVÉ AUX CANDIDATES ?*

Manon Tremblay
Université d'Ottawa

Une idée veut qu'avec le temps, les femmes occuperont la même proportion de l'espace parlementaire que les hommes. Ce raisonnement implique que chaque élection générale déverse son lot additionnel d'élus au Parlement. Or, les résultats du dernier scrutin fédéral canadien, celui de novembre 2000, ont démenti une telle rationalité. Soixante-deux femmes ont alors été élues à la Chambre des communes du Canada, soit le même nombre qu'à l'élection générale précédente, celle de 1997. Depuis les années 1970, c'est-à-dire depuis que les femmes occupent au moins 1 % des banquettes à la Chambre basse, c'est la première fois que stagne la représentation féminine au Parlement canadien.

Les résultats de l'élection fédérale de 2000 sont intrigants aussi pour deux autres raisons. *Primo*, le nombre de femmes élues en 2000 demeure peut-être le même qu'en 1997, mais le nombre de candidates pour les cinq formations politiques les plus compétitives (c'est-à-dire celles en position réelle de faire élire des candidates et des candidats) était moindre : 242 en 2000 versus 286 en 1997, soit un recul de 15,4 % de l'espace occupé par les femmes dans l'univers des candidatures de ces cinq principales formations sur l'échiquier électoral canadien. Puisqu'en dépit d'un nombre moindre de candidates autant de femmes ont été élues en 2000 qu'en 1997, ceci porte à croire qu'une bonne proportion des candidates gagnantes étaient dans des circonscriptions compétitives. *Secundo*, le nombre de femmes à faire leur entrée pour la première fois aux Communes a diminué de manière radicale en 2000 par rapport aux autres scrutins généraux précédents. Ainsi, alors qu'elles étaient 19 à l'élection de 1984, elles furent 21 en 1988, 39 en 1993.

* Cet article a fait l'objet d'une communication à la conférence « Canada and Russia: Transformations » organisée par l'Association russe d'études canadiennes, à Saint-Petersbourg en juin 2001. L'auteure tient à remercier la Faculté des sciences sociales ainsi que le Fonds universitaire d'aide à la recherche de l'Université d'Ottawa pour leur appui financier à ce projet.

Manon Tremblay, département de science politique, Université d'Ottawa, Ottawa (Ontario), Canada, K1N 6N5
Courriel: mtrembla@uottawa.ca